

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

L'avance de l'Armée Rouge

et la politique étrangère de Staline

L'AVANCE incessante de l'Armée rouge a porté les forces soviétiques en Finlande, dans les pays baltes, au cœur de l'Europe sur la Vistule et dans les Balkans. L'avance de l'Armée rouge provoque partout des remous profonds dans la classe ouvrière qui se lève pour son émancipation, pour briser ses chaînes ; mais la bureaucratie ne veut pas que la révolution prolétarienne lève son étendard en Europe, car elle craint, à juste titre, que la révolution ne balaye cette caste parasitaire qui a usurpé le pouvoir en U.R.S.S. C'est pourquoi, aujourd'hui, plus que jamais, on peut voir Staline et l'oligarchie bureaucratique qui domine l'U.R.S.S. soutenir dans tous les pays où l'Armée rouge est entrée victorieuse, non le prolétariat révolutionnaire, mais les pires ennemis de la classe ouvrière.

En FINLANDE, après la capitulation de ce pays, le gouvernement bourgeois qui marchandait les conditions de paix avec Staline est celui du maréchal Mannerheim, le bourgeois du peuple finlandais, celui qui a fait toute sa carrière dans les trois guerres contre l'U.R.S.S. ; en 1918, en 1940 et 1941-44. L'Armée rouge, seule maître dans ce pays, est frustrée en réalité de sa victoire par Staline, car le régime bourgeois et ses pires supports restent en place : la seule chose « demandée » par Staline à la Finlande, c'est une politique « extérieure » favorable à l'U.R.S.S. Or, les marchandages avec les ennemis de toujours de l'Union Soviétique ne peuvent aboutir qu'à des compromis pourris : la bourgeoisie finlandaise a déjà « promis » en 1940 de ne plus reprendre les armes contre l'U.R.S.S., ceci ne l'a pas empêché de recommencer la guerre, aux côtés de Hitler, en 1941.

Même dans les territoires qu'elle entend annexer directement à l'U.R.S.S., la bureaucratie ne fait pas confiance à la classe ouvrière. Au contraire, en même temps que les bureaucrates nationalisent l'industrie et distribuent la terre aux paysans, comme en ESTONIE, en POLOGNE ORIENTALE ou en Bessarabie, ils s'opposent à toute intervention directe de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre qui croient que l'heure de la vengeance contre les classes exploiteuses, capitalistes, hobereaux et leurs policiers, a sonné.

Comme en 1940, lors de l'avance de l'Armée rouge en Lituanie, lorsque les ouvriers de Vilno ont formé leurs soviets ouvriers, la bureaucratie a réprimé dans

le sang le soulèvement des ouvriers et des paysans de Bessarabie. Si la bureaucratie ne peut intégrer à l'économie soviétique un territoire quelconque sans y introduire la nationalisation du sol et celle des moyens de production, elle s'oppose à ce que ces mesures soient prises directement par la classe ouvrière. Car l'exemple d'un soulèvement victorieux se propagerait comme le feu à travers l'Europe entière. Mais c'est en dehors de ces territoires que la bureaucratie peut annexer à l'U.R.S.S., que la politique contre-révolutionnaire de Staline apparaît au grand jour.

En POLOGNE, Staline veut établir un gouvernement de marionnettes bourgeoises à sa dévotion. Le « Comité de Libération de la Pologne » de Lublin est le pire cloaque de politiciens bourgeois. Le commandant en chef de l'armée de « libération » contrôlée par Staline est le général Rola Zymieski, celui qui, en 1920, dirigea la deuxième division polonaise contre la Révolution bolchévique, celui qui, en 1937, en collaboration avec le fameux colonel Beck, a soutenu Franco dans la guerre civile espagnole.

La seule différence entre le « Comité de Libération » de Staline et le gouvernement polonais fantôme de Londres ne réside pas dans leur caractère social : les deux sont les pires ennemis de la classe ouvrière polonaise. La différence réside dans l'appui momentané du « Comité » sur l'U.R.S.S. et du « gouvernement » sur Londres. Les 3/4 des membres du « Comité » de Staline passeront à ses ennemis dès que le moindre changement diplomatique le permettra. Le programme du « Comité de Libération » est tout comme celui du « gouvernement » de Londres un programme d'esclavage. Les deux se proposent naturellement de garder la structure de la Pologne, de la Pologne des capitalistes et des hobereaux, et veulent l'agrandir par l'occupation de la Prusse d'où les allemands seraient chassés.

Voilà ce que la politique contre-révolutionnaire de Staline couvre avec le prestige de l'U.R.S.S., en échange de la « promesse » creuse que la Pologne bourgeoise restera « l'amie et l'alliée » de l'U.R.S.S. Les deux cliques de généraux, celle de Londres comme celle de Lublin, se sont parfaitement gardés d'aider l'insurrection du prolétariat de Varsovie, et ont laissé les nazis l'étouffer dans le sang. Varsovie la Rouge, baigne dans le sang

(suite page 2, 5^e colonne)

« Dix jours qui ébranlèrent le monde »

VOICI 27 ans, la révolution d'Octobre balayait le capitalisme en Russie. Marcel Cachin, dans l'Humanité, comparait les journées d'Octobre à Léninegrad aux journées de barricades d'août dernier à Paris. Mais peut-on comparer la révolution qui ébranla jusqu'à ses fondements le monde capitaliste au remplacement d'un gouvernement bourgeois par un autre ? Peut-on comparer ce que firent Lénine et Trotsky à ce que fait aujourd'hui le gouvernement de Gaulle ?

Ce fut la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Les usines furent conquises sans indemnités ni rachat. Les soviets étaient les organes démocratiques du pouvoir prolétarien. Ils prenaient des décisions, les exécutaient et jugeaient les coupables. L'armée bourgeoise fut remplacée par les Milices rouges ; les officiers étaient élus par les soldats, par les ouvriers et les paysans en armes. Le pouvoir ouvrier battit les gardes blancs et l'intervention du capitalisme mondial.

Mais la révolution fut vaincue en occident grâce à la trahison social-démocrate. La Russie ouvrière resta isolée. Pays économiquement arriéré, il rencontra des difficultés énormes. A leur faveur, les éléments petits-bourgeois, les bureaucrates, accaparèrent le pouvoir. Dans les soviets, il n'y eut plus de démocratie, et, depuis 1936, il n'ont plus aucun rôle. Les vieux révolutionnaires furent fusillés. Trotsky, chef de l'Armée Rouge pendant la révolution, fut chassé, puis assassiné. A leur place, Staline réinstalle maintenant les papes et les évêques.

Le sort de ce qui reste du régime ouvrier en Russie dépend maintenant du sort de la révolution ouvrière en Europe et dans le monde.

Pour le maintien du régime ouvrier en Russie, pour la victoire de la révolution mondiale, il faut briser le bureaucratisme stalinien, il faut rejoindre les rangs de la IV^e Internationale.

OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE RIPOSTE OUVRIÈRE

AUJOURD'HUI les pays ont repris leur place, la police ne fait plus la grève, le général de Gaulle condamne les « improvisations d'autorité » nées au cours de l'insurrection nationale, les ouvriers chôment.

Une « révolution populaire » ?

A propos des événements que nous avons vécus, des chefs de la Résistance ont parlé de « révolution populaire ». Les chefs du Parti Communiste Français, de leur côté ont essayé, eux aussi, de « populariser » le régime. Non pas en s'attaquant aux fondements mêmes de l'Etat bourgeois, mais en introduisant les militants de la Résistance ou du Parti Communiste Français dans le gouvernement, dans l'Assemblée Consultative, dans la police, dans les mairies. De cette façon on pensait transformer le régime, affaiblir la bourgeoisie, mais sans courir le risque de faire appel au mouvement populaire lui-même, sans susciter largement l'esprit d'offensive et d'initiative des masses populaires. Au contraire, bien souvent, la Résistance et le Parti Communiste Français ont brisé l'élan des classes laborieuses vers les véritables solutions révolutionnaires.

Les Comités d'usines, issus de la volonté ouvrière, à Lyon et à Montluçon, par exemple, étaient rapidement pris en mains par les Comités de Libération, organismes non élus, partisans de la collaboration des classes, qui « liquidaient » les essais de gestion ouvrière dans un certain nombre d'usines : Berliet à Lyon, Dunlop à Montluçon, etc...

Si maintenant on examine « l'expérience militaire », la même politique apparaît de façon très claire : dans les journées de l'insurrection nationale des milices populaires ont surgi. Depuis lors, la Résistance et le Parti Communiste Français ont travaillé à les intégrer dans l'armée et dans la police.

La bourgeoisie est au pouvoir

En définitive, la soi-disant « révolution populaire » a abouti à un mélange de généraux, de politiciens, d'administrateurs bourgeois avec des officiers, des politiciens, des administrateurs issus des mouvements de Résistance.

La nature de l'Etat, celle du gouvernement en sont-elles changées ? Nullement. L'Etat et le gouvernement restent les défenseurs de la propriété privée des moyens de production, du système capitaliste d'exploitation.

L'hebdomadaire Libertés écrit justement : « L'ordre et la loi que le général de Gaulle parie de défendre c'est l'ordre bourgeois, c'est la loi bourgeoise ». Le colonel Rol-Tanguy a beau être un ancien métallo, il défend la bourgeoisie. Et Tillon, et Billoux, et d'autres des mouvements de Résistance et du P.C.F. qui participent au gouvernement, à l'administration publique, à la construction d'une nouvelle armée pour servir l'impérialisme français, se font, volontairement ou involontairement, les défenseurs des privilégiés et de leurs privilèges.

Dualité de pouvoir ?

Libertés, dans son premier numéro, voyait dans les Comités de Libération des organismes d'un « pouvoir populaire » opposé au pouvoir bourgeois représenté par le gouvernement. En fait, nous l'avons déjà dit, les Comités de Libération se sont emparés des municipalités, non seulement sans être sanctionnés par des élections démocratiques, mais encore sans faire appel au combat des opprimés pour détruire de fond en comble l'ancien état de choses, limitant la lutte à des opérations militaires contre les troupes allemandes.

Certes, ils représentaient — momentanément — autre chose que « l'ordre bourgeois et la loi bourgeoise », en particulier, ils ont agi avec beaucoup d'énergie dans le domaine de la réparation, mais l'ordre bourgeois et la loi bourgeoise n'ont pas été détruits par des initiatives, des « improvisations d'autorité » comme dit le général de Gaulle, faites en dehors du contrôle des masses en alliance avec

les cadres bourgeois de l'administration, de l'armée et de la police.

La bourgeoisie contre les « improvisations »

Non seulement le capitalisme est toujours debout, mais il redresse chaque jour un peu plus la tête. Toutes ces fusillades, toutes ces barricades, ces milices, ces Comités, ne lui disaient rien qui vaille. Aujourd'hui, les capitalistes s'aperçoivent que la « révolution populaire » n'a pas changé grand chose. Ils commencent à reprendre en mains tous les fils du pouvoir qui leur avaient un moment échappés.

Ils commencent par liquider tous les aspects « populaires » des F.F.L. : plus d'officiers élus, plus de contrôle des soldats sur les officiers, intégration des F.F.L. dans l'armée traditionnelle avec des cadres bourgeois. Ils poursuivent en liquidant, en essayant de liquider, les Comités ouvriers de gestion ou de contrôle. Ils parlent de transformer les milices patriotiques en « gardes patriotiques » permanentes, appointées, commandées par le préfet de police. Et pour mater la classe ouvrière, ils retardent le plus possible la reprise de la vie économique.

Ainsi se développe l'offensive de la bourgeoisie contre les classes laborieuses. Elle est facilitée, favorisée, par l'attitude des mouvements de Résistance, de la C.G.T. du P.C.F., qui font leur possible pour éviter toute manifestation indépendante de la classe ouvrière. « Il ne faut pas lutter pour les salaires, pour la reprise effective du travail, contre les patrons qui subventionnent ouvertement de nouvelles bandes fascistes, car ce serait rompre le Front National ».

« Action » ?

Typique, à cet égard, est l'attitude de l'hebdomadaire Action, organe du

DANS LE MONDE

Deux journalistes anglais décrivent la France :

« Pour employer un vieux cliché, les gens de Bruxelles et de Paris ne se rendent vraiment pas compte qu'il y a la guerre. La guerre les a quittés, les laissant à la joie d'une libération qui apporte un marché noir plus fort et plus noir que jamais et la ruine du franc. »

(Daily Mail, 11 octobre)

« Paris est la cité des contrastes. Il y a des femmes qui se pressent dans les grands magasins qui paieront 8.000 fs. pour une robe et ne trouvent rien à dire à cela. »

« Et il y a ces autres femmes qui font et refont les chapeaux de leurs mères et des jupes vieilles de cinquante ans dans l'espoir d'en faire, en les retournant, quelque chose qui paraîsse neuf. »

« Il y a les hommes et les femmes qui paieront 1.000 fs. pour un diner au marché noir, et il y a les femmes qui feront en plus de leurs travaux ménagers et des soins de leur maison 50 ou 80 km. à bicyclette dans l'espoir de trouver des légumes ou des fruits pour la table. »

« J'ai vu en même temps Paris sous ces deux aspects », écrit Dudley Ann Harmon, correspondant de la British United Press. Le tableau de ces contrastes constitue l'une des tragédies de la France. »

(The Star, 11 octobre)

Les officiers américains font du commerce

Le député du Texas, W.R. Poage, a discuté avec le correspondant du Daily Mail les accusations portées contre les officiers de l'armée américaine qui se livrent, à Paris, à des opérations commerciales privées. M. Poage a déclaré :

« Naturellement, ces allégations sont justes. Nous serions de vrais idiots si nous n'agissions pas ainsi. »

Une affaire bien empoisonnante

« La Vérité » n'a toujours pas reçu l'autorisation de paraître.

La bourgeoisie refuse de donner le droit à la parole aux ouvriers révolutionnaires.

Mais « La Vérité » paraît malgré tout, dans les mêmes conditions que sous Hitler et Pétain. Elle continuera à clamer la vérité, à rallier des centaines et des milliers d'ouvriers sous le drapeau de la révolution prolétarienne, à opposer le front ouvrier aux plans réactionnaires du grand capital.

« Une affaire bien empoisonnante », disiez-vous, M. Bayet, à propos de notre demande de légalisation. Et pour ne plus être « empoisonné », on rejette notre journal dans l'illégalité. Au nom de la lutte que nous avons menée depuis cinq ans contre la guerre impérialiste, contre la terreur blanche et l'occupation, nous dénonçons cette mesure réactionnaire, nous dénonçons les calomnies ignobles que l'on déverse contre notre Parti, nous continuons à lutter pour la LIBERTÉ TOTALE DE LA PRESSE OUVRIÈRE, pour la parution immédiate, au grand jour, de « La Vérité ».

« LA VÉRITÉ »

C.O.M.A.C., fortement influencé par le P.C.F. Dans son numéro du 13 octobre, l'Action publiait la biographie de l'actuel ministre des finances, M^r Legercq, magnat de l'industrie et de la finance. L'Action révélait entre autres choses que M^r Legercq avait été président du Comité d'Organisation des Combustibles Minéraux Solides, c'est-à-dire d'un organisme vichyssois. Dans le numéro suivant (20 Octobre) l'Action rectifia, sous la dictée de M^r Legercq : celui-ci n'a collaboré avec Vichy que jusqu'au 30 Juin 1943 ! Du coup, l'Action peut écrire : « Nous faisons ces rectifications de bonne grâce. Si nous avons fait part de ces aspects de la personnalité de M. Legercq, c'est parce que nous pensons qu'il faut que le public soit bien informé sur le sens de l'union patriotique exigée aujourd'hui plus que jamais. »

Effectivement, le « public » est maintenant à même de juger le véritable sens de l'Union patriotique avec les Legercq de l'O.C.M., organisation de combat anti-ouvrière du Comité des Forges, avec les Xavier de Hauteclouque, alias Leclerc, ex-membre de la Cagoule, avec les politiciens et les généraux de la bourgeoisie.

Elle aboutit à s'aplatir devant les anciens collaborateurs de Vichy, et les partisans d'une « épuration énergique » applaudissent à l'union patriotique avec

« ... Ce que nous voudrions bien faire comprendre c'est que les Britanniques eux-mêmes font exactement la même chose. »

« Dans les armées démocratiques, il est normal qu'on trouve des hommes d'affaires sous l'uniforme, et il est naturel que ces hommes ne négligent pas une occasion de faire un peu de commerce ou, tout au moins, de préparer l'avenir. C'est humain. »

« Je ne vois pas pourquoi on ne se montre pas plus franc là-dessus. L'Armée, naturellement, n'approuve pas cette façon de faire, mais elle ne peut faire surveiller tous les gestes de ses officiers. »

FRANCO s'inquiète des troubles dans le Midi de la France

« Le transport par camion d'importantes quantités de vivres et de vêtements envoyés par le peuple espagnol à la population civile belge, a été retardé « par suite de désordres dans le midi de la France », déclarent les journaux madrilènes. »

« Ces désordres seraient dus à des bandes d'émigrés espagnols qui, ajoutent ces journaux : « troublent la sécurité des Français dans le Midi ». Des « extrémistes français » fraternisent avec eux. Leurs centres d'activité les plus importants sont Saint-Jean-Pied-de-Port, les districts de Pau et de Toulouse. »

« Les journaux espagnols ajoutent que le prestige du gouvernement français est en jeu. A cause des actes de violence de réfugiés étrangers, le gouvernement français passe par « l'une de ses plus graves et plus regrettables crises ». »

« Le gouvernement espagnol a massé des troupes à la frontière et a pris toutes les mesures de sécurité nécessaires. Il a, en outre, offert de donner au gouvernement français le maximum de possibilités pour anéantir le centre de la rébellion. »

(Daily Télégraph, 12 octobre)